



## Le Service commun des laboratoires — DGCCRF, DGDDI, DGAL Des scientifiques en première ligne pour protéger les consommateurs

À la croisée des chemins entre science, réglementation et action publique, le Service commun des laboratoires (SCL) traque la fraude, sécurise nos assiettes et nos achats, et prépare déjà les défis analytiques de demain. Laboratoire d'Etat des ministères de l'Economie et des Finances, il appuie au quotidien les Douanes (DGDDI), la Répression des fraudes (DGCCRF) et la Direction générale de l'Alimentation (DGAL).

Quelques semaines avant les 20 ans du SCL, célébrés le 16 mars prochain, nous avons rencontré Frédéric SALTRON, adjoint au chef de service et responsable du pilotage scientifique des 11 laboratoires du SCL.

**Bonjour. Quelques mots tout d'abord pour présenter vos fonctions au sein du Service commun des laboratoires ?**

Je suis adjoint au chef du SCL et responsable de la coordination et du pilotage scientifique. Mon rôle consiste à assurer la cohérence scientifique du réseau, anticiper les besoins futurs – par exemple l'intégration de l'intelligence artificielle – et accompagner les grands choix d'investissement, tout en gérant les situations sensibles comme les contestations d'analyses.

**Le SCL célèbre cette année ses 20 ans. Quelques mots sur sa genèse ?**

Le SCL est en effet né en 2006 de la fusion des laboratoires des Douanes et de la Répression des fraudes, mais son histoire remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Dès l'apparition des premières réglementations sur l'alimentation et la protection des consommateurs – telles que la loi de 1905 sur la répression des fraudes – l'État a compris qu'il lui fallait un appui scientifique pour objectiver les contrôles. Le sucre, le lait et le vin ont ainsi très tôt fait l'objet d'analyses de composition.

Depuis, les activités des laboratoires d'État n'ont cessé de développer leurs champs d'expertise et leurs outils pour répondre à une diversité et un volume de demandes toujours plus importants. Un volume qui représente aujourd'hui à l'échelle nationale près de 60 000 rapports pour un demi-million d'analyses par an.

**Comment s'organise aujourd'hui le SCL sur le territoire ?**

Le SCL, Service commun des laboratoires, constitue un réseau de 11 laboratoires, rattachés au ministère de l'Economie et des Finances. Nous comptons neuf laboratoires en métropole – Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Montpellier, Marseille, Massy, Rennes, Strasbourg – et deux ultra-marins, aux Antilles et à La Réunion, ainsi qu'une unité de direction à Paris. Près de 400 agents dont de nombreux chimistes, biologistes et physiciens... travaillent au sein du SCL.

**Quelles sont aujourd'hui les missions principales du SCL ?**

Nous travaillons pour trois grands mandats : la Direction Générale de Douanes et Droits Indirects (DGDDI), la Direction Générale de la Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes (DGCCRF) et la Direction générale de l'Alimentation (DGAL). Nos missions s'articulent autour de quatre axes inscrits dans notre arrêté de création : analyser, développer, appuyer et coopérer.

Concrètement, nous réalisons des analyses pour vérifier la conformité des produits à

la réglementation, lutter contre les fraudes économiques (loyauté des étiquetages, additifs non déclarés, contrefaçons), garantir la sécurité alimentaire et non alimentaire, et participer à la lutte contre les stupéfiants et nouvelles drogues.

Nous développons en permanence de nouvelles méthodes analytiques pour répondre aux besoins émergents. Nous apportons également un appui technique et scientifique aux administrations – formation, expertise, avis techniques – et nous coopérons au niveau européen et international.

**Entre contrôles planifiés et gestion de crises, comment s'articulent vos actions ?**

Une grande partie de notre travail est anticipée, dans le cadre notamment de contrôles ciblés sur le commerce électronique, les jouets, les pesticides et les additifs alimentaires ou de plans de surveillance imposés par la réglementation européenne, à l'exemple du plan annuel « Qualité des fruits et légumes frais ».

Mais il y a aussi parfois l'urgence et l'imprévu. C'est ainsi qu'une intervention douanière nous a permis de mettre à jour un nouveau pré-précurseur d'amphétamines, et que nous avons développé une méthode innovante pour détecter l'adultération du blanc d'œuf industriel par des agents de foisonnement non déclarés ou encore, que nous avons réussi, grâce à une collaboration optimale entre unités expertes en stupéfiants et en toxines végétales, à expliquer les tests positifs à la morphine de plusieurs conducteurs de train – consommateurs de petits pains dont les graines de pavot avaient été insuffisamment traitées.

L'affaire des pizzas contaminées aux Shiga-toxines entérohémorragiques, il y a quelques années, est également un exemple marquant de l'urgence qui ponctue régulièrement nos activités. Une alerte sanitaire majeure a été déclenchée et nos laboratoires ont confirmé la présence des toxines. Dans ces situations, notre responsabilité est énorme : il faut répondre vite, tout en étant absolument certain du résultat. La gestion de crise mobilise une véritable ingénierie analytique, très différente du travail de routine.

**Quelles sont les disciplines développées par votre réseau ?**

Notre organisation repose sur une forte spécialisation de nos laboratoires, autour de 29 domaines d'expertise : de l'alimentation animale aux produits de la mer, en passant par les jouets, les cosmétiques et les stupéfiants – ce qui est unique en France. Certains champs d'activité sont présents sur plusieurs sites pour des raisons de redondance et de sécurité, à l'exemple des stupéfiants, des pesticides ou encore des boissons. D'autres sont concentrés sur un seul laboratoire, comme les produits de la mer analysés à Marseille ou les OGM à Strasbourg, et l'alimentation animale à Rennes...

Cette diversité ne s'oppose pas à une offre de service unique. Nous aimons dire que le SCL est un seul laboratoire avec 900 kilomètres de couloirs ! Tous nos sites travaillent sous accréditation COFRAC ISO 17025 dans le cadre d'une accréditation multisite, garantissant l'harmonisation et la fiabilité des résultats.

**Qu'en est-il des techniques analytiques utilisées au SCL ?**

Notre boîte à outils est extrêmement large. Elle va des caractérisations physico-chimiques classiques – pH-métrie, colorimétrie... – aux techniques analytiques de pointe en passant par les essais mécaniques et physiques. La



© Service Commun des Laboratoires

chromatographie par exemple y occupe une place centrale pour la détection des contaminants à l'état de traces et d'ultra-traces, en particulier couplée à la spectrométrie de masse : LC-MS, GC-MS, MS/MS... Nous comptons aussi parmi les rares laboratoires à être doté de quatre plateformes de spectrométrie de masse haute résolution (HRMS).

Entre autres technologies phares de notre parc instrumental :

- la RMN bas et haut champs pour l'élucidation structurale, notamment des nouveaux stupéfiants
- les techniques ADN dont le séquençage à haut débit, pour l'identification des espèces et des OGM
- la microbiologie pour la détection de salmonelles, listeria...
- la fluorescence X pour les métaux
- les tests physiques normalisés pour le contrôle des jouets....

**Le SCL est aussi très impliqué dans les problématiques émergentes, comme les PFAS...**

Oui, c'est un sujet majeur. Les PFAS font l'objet d'un plan interministériel, et le SCL a été chargé de développer les méthodes d'analyse pour les produits non alimentaires : textiles, cosmétiques, jouets, biens de consommation. Nous avons créé une plateforme dédiée, investi dans de nouveaux équipements LC-MS/MS et GC-MS/MS, et recruté des spécialistes. Il s'agit d'un projet de long terme, sur cinq à dix ans.

Autre front stratégique : le commerce électronique. Aux côtés de la DGCCRF et de la DGDDI, le SCL contribue à définir quels produits prélever (jouets, objets connectés, articles de puériculture...) et quelles analyses mettre en œuvre pour stopper l'entrée de produits non conformes et dangereux.

**Vous évoquiez également l'intelligence artificielle comme un levier d'avenir...**

L'IA est clairement un axe de réflexion stratégique. Elle peut nous aider à améliorer la productivité et la performance scientifique,

par exemple pour la reconnaissance automatisée des pollens dans le miel ou le traitement des signaux chromatographiques. Nous souhaitons intégrer ces outils de manière maîtrisée et pertinente. Nous avons déjà commencé avec l'aide de la douane dans le domaine du tabac pour être en capacité de rapprocher des saisies de cigarettes de contrefaçon.

**Quelques mots également sur le rôle du SCL au niveau européen ?**

Le rôle du SCL à l'échelle européenne est en effet important. Nous détenons 18 mandats de Laboratoire national de référence (LNR), par exemple dans le domaine des OGM ou très récemment des additifs. Nous travaillons étroitement avec le Joint Research Center qui est le laboratoire central de la Commission européenne, le réseau européen des laboratoires douaniers (CLEN) et participons à des exercices du réseau national des laboratoires Biotox-Piratox-Piratox (RNLB2P).

**Enfin, comment recrute le SCL ?**

Principalement par concours de la fonction publique, mais aussi via des contrats à durée déterminée pour des expertises spécifiques. Nous recrutons des profils bac +3 à bac +5 : chimistes, biologistes, physiciens. Le travail est exigeant, mais extrêmement varié et porteur de sens. Nos agents interviennent sur toute la chaîne, du prélèvement au rapport final, avec un impact direct sur la protection des citoyens.

À l'heure où le SCL s'apprête à célébrer ses 20 ans, une chose est certaine : derrière les contrôles et les chiffres, ce sont des femmes et des hommes, scientifiques engagés, qui œuvrent chaque jour dans l'ombre pour garantir la sécurité, la loyauté et la confiance des consommateurs. Un rôle essentiel, au cœur de l'actualité.

**Pour en savoir plus :**

labo-direction@scl.finances.gouv.fr